

ALLIANCE POUR LA DEMOCRATIE ET LA RECONCILIATION NATIONALE (ADRN-IGIHANGO)

ALLIANCE FOR DEMOCRACY AND NATIONAL RECONCILIATION (ADRN-IGIHANGO)

Contact: Secrétariat général: tél: 0032 494 12 42 85.

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Les contours de la question dite "des groupes armés étrangers" présents sur le territoire de la RDC.

Dans son communiqué du 2 septembre 2004, le Comité International d'Accompagnement de la Transition (Ciat) a relevé des préalables essentiels à la tenue des élections en juin 2005 en République démocratique du Congo. Parmi les problèmes identifiés, le Ciat signale entre autres "le règlement définitif du problème des groupes armés présents sur le territoire de la RDC".

L' Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale (ADRN)-Igihango loue la volonté de plus en plus manifeste de la Communauté internationale de s'impliquer dans l'accompagnement sans faille du processus de pacification et de démocratisation de la RDC .

Nous sommes, en effet, convaincus que les actes de déstabilisation que subit le peuple congolais sont le résultat de l'exportation des conflits issus des pays voisins, notamment le Rwanda. Le recouvrement total de la paix et de la stabilité est un droit légitime absolu du peuple congolais et constitue la seule garantie pour la prospérité de toute la région des Grands Lacs.

S'agissant de l'aspect particulier de la participation des parties rwandaises à la déstabilisation de la RDC, l' Alliance Igihango réitère sa conviction que seul un règlement global du contentieux rwandais est susceptible de mettre fin aux cycles des violences multiformes que des forces armées d'origine rwandaise ne cessent d'infliger au peuple congolais.

Le fait de la présence en RDC de Rwandais, armés ou non, au bout du compte accusés par le régime de Kigali de ne pas se plier à ses exigences, est l'élément majeur qui sert de prétexte à ce régime pour organiser des incursions meurtrières en RDC . Derrière le prétexte annoncé par le régime de Kigali de la traque aux interahamwe et ex-FAR, se cachent les véritables objectifs visibles qui sont les pillages, les visées expansionnistes ainsi que les massacres de populations civiles qui en sont les conséquences.

L'argument selon lequel ces Rwandais refusent de rentrer parce qu'ils sont coupables de participation au génocide a perdu toute sa tangibilité depuis qu'à la suite de sa reddition leur ancien chef militaire, le général - major

Paul Rwarakabije et sa suite ont été accueilli bras ouverts par le régime de Kigali pour des motifs de propagande populiste.

Tout en soutenant le principe que nul ne peut bénéficier de la garantie d'impunité et qu'aucun Rwandais ne doit imposer éternellement sa résidence en RDC, l'Alliance Igihango insiste sur la nécessité de dénoncer la politique de globalisation de la culpabilité véhiculée par le régime de Kigali à l'encontre de ses opposants réels ou supposés, ainsi que la stratégie militariste omniprésente utilisée par ce régime dans le traitement des problèmes politiques.

De plus, il importe de souligner que la question des réfugiés rwandais résidant au Congo s'inscrit dans le contexte global de l'étouffement des libertés par le régime de Kigali, l'absence d'une justice transparente et équitable, le harcèlement des opposants, l'usage de la terreur en général et les crimes politiques perpétrés par les agents secrets du régime à l'intérieur du pays et même en dehors des frontières rwandaises.

L' Alliance invite la Communauté internationale en général, le gouvernement de la RDC et le Ciat en particulier, à reconnaître que le règlement adéquat du problème des Rwandais présents sur le sol congolais ne saurait se contenter de suivre la voie tracée par le régime de Kigali, à savoir celle de la manipulation du crime de génocide pour escamoter la tenue indispensable d'un dialogue interrwandais, le seul à même de trouver une issue définitive au contentieux rwandais. Sans quoi, le rapatriement physique pur et simple, tout comme le refus entêté du régime d'offrir un espace approprié pour la libre expression des opinions contribueraient à remettre à jamais l'avènement de la paix dans la région des Grands Lacs.

Fait à Bruxelles, le 6 septembre 2004

Pour l'Alliance Igihango

Joseph Ndahimana  
(Sé)  
Secrétaire général